

## **Ré-industrialisation : oui, mais comment faire ?**

**Jean-Pierre Hauet**

Ancien Chief Technology Officer d'ALSTOM

Associate Partner KB Intelligence

La ré-industrialisation de la France a été l'un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle. Il est vrai que la désindustrialisation, amorcée depuis 1974, a pris au cours des dernières années des proportions alarmantes, exacerbées par la montée du chômage et le creusement du déficit commercial. La part de l'industrie dans l'emploi total est ainsi passée de 25.6 % en 1974 à 12.2 % à fin 2010 soit, en valeur absolue, un recul de 5.69 millions d'emplois à 3.25 millions à la fin 2010. La France est parmi les pays où l'industrie a été la plus touchée. En 2009, l'industrie occupait 17% de l'emploi total dans l'Union européenne et ce pourcentage restait particulièrement élevé dans les nouveaux états membres (24% en moyenne) mais aussi en Allemagne et en Italie (20%). Nos industries agricoles et alimentaires se sont maintenues (aux environs de 600 000 emplois) mais le repli de la fabrication de produits industriels n'en a donc été que plus fort.

Il y a urgence à agir, si l'on veut que la France soit à l'avenir autre chose qu'un beau pays que l'on viendra visiter. C'est d'autant plus essentiel que notre industrie manufacturière, même au niveau d'étiage que nous connaissons, restait en 2011 à l'origine de 90.8 % de nos exportations bien qu'elles fussent en retrait de 42.5 Md€ sur nos importations. Fabriquer pour recréer de l'emploi et pour rééquilibrer notre balance commerciale, c'est désormais une grande cause nationale.

Il n'y a évidemment pas de solution miracle à ce genre de défi et, comme pour la réduction du déficit de la sécurité sociale ou pour celle du nombre de morts sur les routes, c'est tout un ensemble de mesures qu'il faut mettre en œuvre et c'est une affaire de 15 ans au moins.

### **Sensibiliser l'opinion et motiver les jeunes**

Il faut d'abord sensibiliser nos compatriotes, les informer sur l'urgence de la situation mais aussi sur les succès de nos entreprises, les inciter à acheter français ou au minimum européen, motiver les jeunes, leur montrer qu'ils peuvent faire carrière dans l'industrie, les attirer vers les métiers techniques et commerciaux, les inciter à entreprendre...Il faut faire tout cela mais cela ne suffira pas.

### **Recréer des conditions propices à l'investissement**

Il faut prioritairement recréer les conditions d'un investissement massif dans l'industrie en France, qu'il soit d'origine française ou étrangère. Il serait illusoire de penser que des mesures protectionnistes, à quelque niveau qu'elles se situent et même si certaines d'entre elles seraient justifiées, peuvent être suffisantes et sans risques. Mais il faut mettre un terme à la décimation mutuelle des industries européennes née du dogme bruxellois de la concurrence à tout prix, qui appartient désormais à un autre âge. Il faut que les règles du jeu soit attractives et stables. Cela implique bien entendu pour notre pays une réduction des charges de main d'œuvre et une fiscalité qui ne soit pas dissuasive. Il faut redonner confiance.

Le tissu des PME et des ETI est traditionnellement faible en France. Il faut y remédier et pas en leur offrant seulement les services tarifés de consultants improbables. La question essentielle est celle du financement. On ne prête qu'aux riches et les patrons de PME qui doivent souvent donner en garantie leurs biens propres, le savent mieux que d'autres. Les besoins en capitaux propres pour les

investissements, la recherche-développement, le financement du fonds de roulement, sont prégnants. Le crédit impôt recherche est une bonne solution mais souvent tardive. Il faut donner aux PME les moyens de leur croissance.

La question des délais de paiement est tout aussi cruciale. La loi a été modifiée mais c'est à la puissance publique de la faire respecter par des contrôles suffisants au lieu d'imposer aux victimes, celles qui souffrent déjà des retards constatés, de facturer des agios qui conduiront leurs donneurs d'ordre à les inscrire sur la liste noire. Les conditions de l'accès des PME aux marchés des grandes entreprises doivent au demeurant être mieux garanties, afin de contenir le malthusianisme des trop puissants services achats.

Les effets de seuil qui viennent assujettir tout d'un coup les entreprises en croissance à nombre de procédures coûteuses et contreproductives devraient faire l'objet d'un recensement et d'une éradication appropriée.

La question du financement ne se pose pas seulement pour les PME mais aussi pour le tissu des ETI, beaucoup trop clairsemé en France. Il est temps de s'interroger sur le fonctionnement des LBO qui viennent souvent vider de leur sang de belles affaires avant de les laisser partir vers de grands groupes. Il faut inciter les patrons à rester en place et stabiliser l'actionnariat. On s'apercevra alors que le système des retraites par répartition, présenté comme un grand acquis social des français, prive en fait les entreprises de l'accès au financement non spéculatif que leur offriraient des fonds de pension gérés en bon pères de famille.

### **L'Etat doit retrouver son rôle**

Pas plus que la restauration d'un état d'esprit industriel, la reconstruction de l'environnement ne suffira à déclencher le réflexe productif. Il faut des projets et l'Etat, avec les régions, doit retrouver son rôle de leader. Le nucléaire, l'aéronautique, les industries de l'armement sont autant d'exemples où le rôle de l'Etat et des collectivités territoriales concernées a été déterminant. Autres temps, autres mœurs dira-t-on, et il est facile de renvoyer la politique des grands projets dans les greniers de l'histoire. Mais c'est-elle qui fait aujourd'hui la puissance des nations émergentes et il existe bien des domaines où elle ne serait pas incongrue. Le cas du câblage de la France en fibre optique en est un exemple patent. Voilà un projet de 30 Md€ qui permettrait au pays de rattraper son retard et de se doter d'une infrastructure moderne - comme il le fit il n'y a pas si longtemps pour les autoroutes et le téléphone – mais qui se trouve ensablé dans les complications byzantines nées de la volonté bruxelloise de mettre en concurrence les opérateurs, au point, dans certains cas, d'imposer de desservir par quatre fibres le même logement. Au nom de quelle logique trouve-t-on justifier de maintenir le transport des électrons dans une activité régulée relevant des services publics, cependant que les réseaux distribuant les photons devraient être livrés à la concurrence ?

Bien sûr il y a le risque pour l'Etat de s'engager dans des voies sans issue et chacun pourra se rappeler les déboires du plan calcul. Mais ce serait faire injure aux élites actuelles de la nation que de les croire moins capables que leurs anciens à trouver les bonnes voies. En l'absence de lignes directrices et d'une politique industrielle construite, il y a au contraire le risque que les pressions politiques conjoncturelles ne conduisent à des décisions précipitées et à « faire la respiration artificielle » à des industries condamnées, alors que dans le même temps on laisse filer des industries vitales comme celles de l'acier et de l'aluminium.

Le cas de l'automobile est l'un des plus critiques qui. La construction en grande série d'automobiles à bas coût est une voie où la France a peu de chances de résister à la concurrence indienne ou

chinoise. Mais l'automobile devient de plus en plus un objet non polluant et communiquant, qu'il faut implanter et gérer comme un service en associant les techniques de l'information et de la communication les plus évoluées. Il y a là matière à engager un grand programme pluridisciplinaire porteur d'avenir.

L'Etat n'a plus d'argent objectera-t-on. C'est hélas vrai. Mais l'Etat peut jouer de son pouvoir régalién et conclure des pactes de croissance avec de grands intervenants. On notera également que des solutions ont été trouvées, par le canal de la CSPE, pour financer les milliards d'euros que réclame la construction de centaines d'éoliennes en mer. In fine, bien sûr, c'est le consommateur qui paie et la question se trouve posée de l'orientation optimale de la capacité de financement de notre économie : épargne, désendettement, investissement ? C'est un vrai débat. Il faut l'engager avant que notre industrie ait totalement disparu.